Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
4 juillet 2005
N°345 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

GLOBALISATION ÉCONOMIQUE OU INDÉPENDANCE POLITIQUE ?

Les Sud-Américains choisissent entre deux projets d'intégration

Les Sud-Américains ont fait échouer le traité de Zone de libre-échange des Amériques voulu par Washington. Ils lui opposent un projet d'intégration politique régionale : la Communauté sud-américaine des nations. Le professeur Edgardo Lander analyse ces deux visions antagonistes et les intérêts distincts qu'elles sous-tendent. Sa présentation éclaire, comme en miroir, le rejet par les Européens d'un traité travesti en constitution, mais transformant l'Union européenne en une zone élargie de libre-échange.

page 2

Le Wall Street Journal, arme contre l'ONU

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Plus que jamais, le *Wall Street Journal* apparaît comme une arme au service des néo-conservateurs pour exercer une pression sur Kofi Annan et lui faire endosser la totalité de leur plan de « modernisation » de l'ONU, dont il rechigne encore à adopter certains détails. Semaine après semaine, l'éditorialiste Claudia Rosett y distille des accusations personnelles contre le secrétaire général de l'organisation.

page 12

REPÈRE : 2 JUILLET 1966

Mururoa, l'atoll de l'atôme

Le 2 juillet 1966, la France réalise son premier essai nucléaire atmosphérique en Polynésie française sur l'atoll de Mururoa. Auparavant ces essais étaient effectués dans le Sahara algérien, y compris après l'indépendance de l'Algérie conformément à une clause secrète des accords d'Evian.

En 2005 une enquête de la revue *Damoclès*, reposant essentiellement sur des documents du ministère français de la Défense, démontre que les taux de radiations observés après les tirs étaient extrêmement élevés, et que les autorités en ont minimisé l'impact sur les personnels et les populations. En outre, toujours selon *Damoclès*, les anomalies chromosomiques seraient trois fois plus importantes chez les patients atteints de cancer de la thyroïde polynésiens que dans un groupe de contrôle de patients européens. Pour toute réponse, le ministère de la Défense assure dans un communiqué s'être conformé au « respect des normes de radioprotection de l'époque ». ■

IRAK : DES TORTIONNAIRES FINANCÉS PAR LA COALITION ANGLO-SAXONNE

Selon l'hebdomadaire britannique *The Observer*, un commando spécial de la police irakienne aurait été financé par la Coalition anglo-saxonne, alors même qu'il pratique différents sévices sur des prisonniers de la résistance irakienne. Plusieurs photos issues de morgues et d'examens post mortem attesteraient des tortures infligées aux détenus : brûlures, strangulations, cassage de membre et électrocutions. Quoi qu'il en soit, la Coalition a attribué d'importants stocks d'armes, de munitions et autres véhicules à ce commando, agissant dans les locaux mêmes du ministère irakien de l'Intérieur. Steve Crawshaw, directeur du bureau de Londres de Human Right Watch a confirmé les conclusions de cette enquête. « *Il y a eu plusieurs tentatives visant à faire croire que depuis la chute de Saddam Hussein, tout est rose en Irak. Mais ce qui se passe en Irak avec le soutien des officiels est tout simplement horrible et cela doit être arrêté* », a-t-il déclaré.

(Source : « UK aid funds Iraqi torture units » par Peter Beaumont et Martin Bright, The Observer, 3 juillet 2005.) ■

Globalisation économique ou indépendance politique ?

Les Sud-Américains choisissent entre deux projets d'intégration

Les Sud-Américains ont fait échouer le traité de Zone de libre-échange des Amériques voulu par Washington. Ils lui opposent un projet d'intégration politique régionale : la Communauté sud-américaine des nations. Le professeur Edgardo Lander analyse ces deux visions antagonistes et les intérêts distincts qu'elles sous-tendent. Sa présentation éclaire, comme en miroir, le rejet par les Européens d'un traité travesti en constitution, mais transformant l'Union européenne en une zone élargie de libre-échange.

Quelle intégration et pour qui ?

La question de l'intégration latino-américaine ne peut être évoquée sans la formulation de quelques interrogations centrales. Intégration pour qui ? Pour les secteurs privilégiés de ces sociétés ? Pour que les capitaux, soient nationaux ou transnationaux, qu'ils puissent se déplacer librement dans tout le continent ?

Ou, au contraire, pour les peuples, pour les pauvres, les exclus ?

Il n'y a rien dans l'idée d'intégration qui puisse être considéré comme favorable pour l'avenir des peuples du continent. Qu'il s'agisse d'une intégration latino-américaine ou sud-américaine, ne suffit pas pour correspondre aux intérêts populaires. Tout dépend du modèle d'intégration en question. Qui porte ce projet ? Pourquoi ? Pour qui ? En fonction de quels intérêts et de quelles des valeurs est-elle conçue ? Selon la réponse à ces questions, l'intégration peut soit renforcer les relations hégémoniques de domination actuelles, soit contribuer à ouvrir des espaces pour les combattre.

S'agit-il d'un projet d'intégration visant une plus grande ouverture de ces économies pour les soumettre aux diktats des tenants du capital ? Ou une intégration plus défensive ou protectrice qui aurait comme objectif de conquérir des espaces d'autonomie et de souveraineté pour définir des politiques publiques et des options économiques propres ? Autrement dit, une intégration qui contribue à effacer encore plus les espaces et les territoires de l'exercice de la souveraineté démocratique des peuples, ou une intégration ayant comme objectif de revenir sur les ravages causées par des siècles colonialisme et de politiques impériales qui ont encore cours sur le continent, et que les peuples subissent ?

Une intégration orientée vers les valeurs de l'individualisme matérialiste, de la concurrence de tous contre tous, dans laquelle la domination des puissants sur les faibles serait garantie par l'exploitation et l'exclusion, c'est-à-dire, une intégration qui accentue les inégalités actuelles ? Ou une intégration guidée par les valeurs de l'égalité, de la participation, de la pluralité, de la solidarité, de la communauté, une intégration qui reconnaisse, valorise et rende possible l'extraordinaire diversité des modes de vie des peuples de notre continent ?

Une intégration qui exploite sans limite les ressources naturelles, les transformant en marchandises exportables pour produire les excédents requis pour payer la dette externe ? Ou une intégration orientée vers de nouveaux modes de vie en harmonie avec la nature, en cessant de la considérer comme un ennemi à soumettre, à contrôler, à exploiter et en définitive détruire ?

Une intégration pensée comme une zone de libre-échange, conçue principalement comme un espace économique de libre circulation des marchandises et des capitaux ? Ou une intégration géopolitique conçue comme partie d'un processus de résistance à l'ordre global qui cherche imposer la politique unilatérale et impériale du capital transnational et du gouvernement des États-Unis ?

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)

Le principal projet stratégique du gouvernement des États-Unis vers le continent américain dans son ensemble pendant les dernières dix années a été la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Par cet accord de portée continentale, les États-Unis et leurs entreprises ont cherché à consolider, approfondir et rendre irréversibles les politiques d'ajustement structurel des dernières décennies, en prétendant établir une fois pour toutes la priorité

absolue des droits du capital sur ceux des gens.

En constitutionnalisant l'ordre néo-libéral par un accord supranational à valeur contraignante, les domaines de souveraineté sont drastiquement délimités, il en va de même pour l'exercice de la démocratie et la régulation sociale, notions qui sont perçues comme étant autant d'obstacles illégitimes au déploiement et aux mouvements des capitaux

Jusqu'à un peu plus de deux ans en arrière, la marche des négociations semblait inexorable. Des gouvernements soumis dans tout le continent négociaient secrètement des textes dans le dos de leurs peuples, et il paraissait inévitable qu'à la date prévue, c'est-à-dire, pour la fin de l'année 2004, on conclurait la négociation et la rédaction du texte de sorte qu'il puisse être ratifié en 2005. Toutefois, à partir de l'année 2002, les choses ont commencé à changer.

Les mouvements et les organisations sociales de la résistance à la ZLEA, par leur articulation au sein de l'Alliance Sociale Continentale, ont réussi à sortir le débat du cadre délimité d'une négociation entre experts en commerce international pour le placer sur le terrain du débat et de la mobilisation publique.

Des organisations syndicales, des indigènes, écologistes, paysans, femmes et universitaires de tout le continent ont convergé vers une résistance de plus en plus organisée et capable de grandes mobilisations. Chacune des principales réunions des négociateurs de l'accord a été accompagnée de protestations massives (Québec, Buenos Aires, Quito, Miami). Les changements politiques représentés par l'élection de Chávez, de Lula et de Kirchner ont introduit des perspectives et des positions dans la négociation qui n'étaient pas prévues.

Au cours de la réunion du Comité de Négociations Commerciales (CNC) tenue à San Salvador en juillet 2003, il a été reconnu pour la première fois, à la table des négociations, que celles-ci étaient dans l'impasse. Il y a bien eu des tentatives successives pour sauver l'accord, par le biais d'un traité plus dilué (ZLEA light) ou par la voie d'une ZLEA à deux vitesses que permettrait aux gouvernements les plus en phase avec le modèle de libre commerce de préserver le contenu du projet original, tout en autorisant d'autres gouvernements à prendre des engagements plus tièdes ou mesurés. En cherchant à débloquer les négociations, les États-Unis ont convoqué diverses « réunions informelles » entre différents groupes de pays.

Les désaccords ont prévalu. Finalement, contre toute attente, ce qui ne semblait pas possible est devenu aujourd'hui une réalité. La résistance continentale a mis en échec la ZLEA, peut-être même définitivement. Depuis début 2003, aucune réunion formelle n'a eu lieu. De fait, même si ceci n'est pas publiquement admis, les négociations ont été reportées à une date ultérieure sans plus de précisions [1].

Différentes organisations du continent ont suggéré que le 1er janvier 2005, date à laquelle l'accord était supposé être finalisé, soit célébré comme le jour du triomphe des mouvements populaires des Amériques contre la ZLEA. En ces temps néo-libéraux les victoires populaires ne sont pas nombreuses, elles

méritent donc d'être soulignées.

Les Traités de libre Commerce (TLC)

Le remise en cause de la ZLEA représente sans doute une victoire pour la résistance au projet impérial de libre commerce. Toutefois, l'agenda stratégique du gouvernement des États-Unis vis-à-vis du continent n'a pas été mis en échec : il avance par d'autres voies. Puisque les difficultés dans les négociations de la ZLEA venaient principalement de trois pays - le Brésil, l'Argentine et le Venezuela - le gouvernement des États-Unis a choisi de continuer des négociations par l'intermédiaire de Traités de libre Commerce (TLC) avec pratiquement tous les autres pays. Un TLC a été négocié et signé avec le Chili, des négociations ont abouti avec Amérique Centrale, et tout porte à croire que les négociations avec la Colombie, l'Équateur et le Pérou sont entrées dans leur phase finale.

Étant donné le fractionnement et la dispersion de la résistance et les positions plus conciliatrices (vis-à-vis du libre commerce et du gouvernement des États-Unis) des gouvernements en question, dans ces accords l'agenda néo-libéral s'en trouve renforcé. Non seulement on va au-delà des accords de l'Organisation Mondiale de Commerce (OMC), mais même de ce qui était prévu dans les projets de la ZLEA. La disparité extraordinaire entre les parties prenant part à ces négociations est illustrée dans le contenu, par exemple, des chapitres sur la propriété intellectuelle et l'agriculture du TLC andin, des accords qui s'ils devaient être approuvés dans leur version actuelle auraient des impacts catastrophiques sur la santé et l'alimentation des populations.

Les États-Unis ont exigé le brevetage des plantes et animaux (définis comme des inventions !), ainsi que des protocoles de diagnostics, thérapeutiques et chirurgicaux. Réaffirmant une fois de plus qu'il considèrent plus importants les profits de leurs groupes pharmaceutiques transnationaux que la santé publique, en plus de diverses mesures destinées à empêcher l'utilisation de médicaments génériques, ils exigent que la Déclaration Relative à l'Accord sur les ADPIC [2] de Doha (2001), soit neutralisée . Celle-ci autorise une certaine flexibilité dans l'interprétation des droits de propriété intellectuelle des médicaments et permet aux pays membres de l'OMC de « protéger la santé publique et, en particulier, de promouvoir l'accès aux médicaments pour tous » .

Dans les négociations sur l'agriculture les États-Unis exigent l'élimination de tous les instruments de protection et de promotion agricole utilisés par les pays andins (fourchettes de prix, quotas d'importation, etc.), tout en refusant catégoriquement de revenir sur les subventions colossales pour sa propre agriculture. Cette combinaison ne peut que conduire à la dévastation de l'agriculture andine, à remettre en cause les conditions de la sécurité alimentaire et mener à l'expulsion de millions de personnes de la campagne.

Malgré la ferme opposition populaire et de massives mobilisations d'organisations sociales et politiques d'Amérique centrale et andines [3], il n'a pas été possible jusqu'à présent d'interrompre ces négociations.

Mercosur et la Communauté Andine de nations

le Mercosur ou la Communauté Andine de Nations (CAN) sont-ils aujourd'hui des alternatives à ce modèle d'intégration et de développement ? L'intégration ne peut pas être pensée comme quelque chose de différent des projets nationaux, différent de ce qui se dessine à l'intérieur de chaque État-nation. Les projets d'intégration du continent dépendent des processus politiques, des structures productives, des convergences des forces existantes tant globalement que régionalement comme à l'intérieur de chacun des pays participants.

Les projets actuels et les pratiques de l'intégration en Amérique latine se font avec des structures productives et des conditions politiques et idéologiques très différentes des celles qui avaient cours quand on débattait de l'intégration latino-américaine dans les années 60 et 70. Suite aux dictatures militaires et à l'application systématique des politiques néo-libérales d'ajustement structurel, ces sociétés ont profondément changé tant dans leur structure productive que dans leur tissu social. Suite à la répression, à la désindustrialisation et aux réformes du travail, le mouvement syndical s'est extraordinairement réduit et affaibli, et la plupart des nouveaux emplois sont crées dans le secteur dit informel.

La proportion de chefs d'entreprise dont la production était prioritairement orientée vers le marché intérieur a également décliné. La propriété de la terre est plus concentrée qu'il y a trois décennies. Les secteurs les plus dynamiques des économies du continent - ceux qui ont également aujourd'hui une plus grande incidence politique, un plus grand impact potentiel sur les politiques publiques - sont les secteurs triomphants de ces transformations économiques. Ce sont principalement les groupes financiers, ceux des services - comme les télécommunications - et les exportateurs de matières premières : dans le cas du Cône Sud, principalement le secteur de l'agro-industrie.

Ces secteurs sont contrôlés ou associés étroitement avec le capital transnational. Leurs bénéfices dépendent de l'ouverture économique, du dérèglement, des privatisations et de l'accès aux marchés internationaux. Ils constituent les forces dynamiques internes derrière les politiques du libre commerce.

Le sens aujourd'hui hégémonique néo-libéral commun, et les intérêts des secteurs qui ont profité des transformations politiques et de la structure économique produites au cours des trois dernières décennies, conditionnent les orientations de base des projets d'intégration qu'ils opèrent aujourd'hui et qui sont négocié dans tout le continent. On peut constater qu'une des raisons fondamentales pour lesquelles les gouvernements du Brésil et d'Argentine ont résisté si fermement à la ZLEA, c'est que les bénéfices attendus par ces secteurs n'étaient pas suffisamment garantis dans la négociation.

Il ne s'agit pas de ne pas reconnaître que ces gouvernements n'ont pas eu de positions uniques et que des tensions ont existé entre des visions plus orientées vers le libre commerce et des visions qui revendiquent une plus grande autonomie pour les politiques publiques nationales. Toutefois, et au-delà des discours, le fait que la ZLEA ne garantissait pas un plus grand accès des produits de l'agro-industrie du MERCOSUR au marché des États-Unis, et que le gouvernement de ce pays n'était pas même disposé à considérer la réduction

des subventions à sa production agricole, sont les véritables raisons pour lesquelles on a fait échouer les négociations de la ZLEA..

Le seul gouvernement participant aux négociations qui aie formulé des remises en question conceptuelles, politiques et de doctrine fondamentales dans chacune des dimensions du modèle d'intégration proposé par le gouvernement des États-Unis à travers l'ALCA a été celui du Venezuela.

Ces sont ces mêmes intérêts qui ont prévalu lors des négociations du MERCOSUR avec l'Union Européenne. Si l'on en croit les plaintes formulées par les principales organisations sociales du Cône Sud [4], en échange d'un accès limité des produits de l'agro-industrie du MERCOSUR au marché de l'Union Européenne, les négociateurs du MERCOSUR font des concessions qui auraient des effets nuisibles sur l'agriculture familiale, limiteraient la capacité des États à avoir des politiques industrielles autonomes, et transformeraient en marchandises des secteurs aussi importants que les « services culturels » et les « services à l'environnement ».

L'Union Européenne se verrait offrir un accès privilégié aux marchés. Il n'y a aucune raison de penser que les entreprises transnationales basées en Europe puissent avoir des effets plus limités ou soient moins prédatrices que les états-uniennes, ni que les gouvernements européens soient moins virulents dans la défense des intérêts de leurs entreprises. Toute les illusions à ce sujet ont été balayées par l'exemple de la récente crise argentine.

La Communauté sud-américaine de nations

Les gouvernements de l'Amérique du Sud savourent un nouveau temps fort historique dans le continent, à savoir la réalisation du rêve de Bolivar : la création de la Communauté sud-américaine de nations. Cet accord pourra-t'il se transformer en un point de départ pour de nouveaux projets économiques et géopolitiques alternatifs aux modèles hégémoniques ?

La rhétorique de la Déclaration du Cuzco, signée par les présidents ou les chanceliers de 12 États sud-américains [5], semble effectivement pointer vers une nouvelle direction. Le langage utilisé diffère de la rhétorique du libre commerce qui a joui d'une hégémonie incontestée ces dernières décennies.

Partant de « L'Histoire partagée et solidaire de nos nations », « une identité sud-américaine partagée et des valeurs communes, comme : la démocratie, la solidarité, les droits humains, la liberté, la justice sociale, le respect de l'intégrité territoriale, de la diversité, la non discrimination et l'affirmation de son autonomie, l'égalité souveraine des États et la solution pacifique des différents » est revendiquée.

Il est également reconnu que le développement économique n'est pas suffisant, et que diverses stratégies doivent être mises en œuvre pour notamment au-delà « d'une conscience environnementale responsable, de la reconnaissance d'asymétries dans le développement de ses pays, soient garanties une répartition plus juste et plus équitable des ressources, l'accès à l'éducation, la cohésion et l'insertion sociale, ainsi que la préservation de l'environnement et la

promotion du développement durable ».

L'accent est mis sur « l'engagement essentiel de la lutte contre la pauvreté, de l'élimination de la faim, la création d'emplois décents et l'accès à la santé et à l'éducation pour tous comme autant d'outils fondamentaux pour le développement des peuples ». Sur le plan international il est fait appel aux « valeurs de la paix et de la sécurité internationale, à partir de l'affirmation du droit international et d'un multilatéralisme renouvelé et démocratique qui intègre de manière volontariste et efficace le développement économique et social dans l'agenda mondial ».

Du point de vue institutionnel, la Communauté sud-américaine des nations s'affirme comme un projet qui va au delà d'une aire de libre-échange, stipulant qu'il sera « développé un espace sud-américain intégré dans les domaines politique, social, économique, environnemental et d'infrastructures, qui renforce l'identité propre de l'Amérique du Sud et qui contribue, à partir d'une perspective sous-régionale et, en articulation avec d'autres expériences d'intégration régionale, au renforcement de l'Amérique latine et des Caraïbes pour leur donner plus de poids et de représentation dans les forums internationaux ».

Conformément au texte, il s'agit d'un projet d'intégration des peuples. Il y est affirmé : « Notre conviction est que les valeurs et les intérêts communs qui nous unissent, en plus d'engager les Gouvernements, ne pourront se réaliser que dans la mesure où les peuples prennent toute leur place dans ce processus. L'intégration sud-américaine est et doit être une intégration des peuple ».

Au-delà de sujets cruciaux qui sont absents dans le texte, comme celui de la dette externe, et celui des relations de ce projet avec les accords de libre commerce signés ou en cours de négociation avec les États-Unis et l'Union Européenne, peut-on espérer que les actuels gouvernements sud-américains (signataires de la Déclaration de Cuzco) soient conséquents avec ces déclarations d'intention ? S'agit-il d'un langage destiné à « amuser le galerie », ou est-ce l'expression d'une nouvelle volonté politique des gouvernements sud-américains ?

Désigner la Déclaration du Cuzco comme étant de la pure rhétorique et la décision de créer la Communauté sud-américaine des nations une simple formalité n'est pas conséquent, il est nécessaire d'analyser ce processus dans le cadre des potentialités qu'il pourrait offrir pour se transformer en un nouveau terrain de luttes et de tensions entre différentes visions et différentes forces sociales autour du futur de l'Amérique latine. Les gouvernements signataires de la déclaration (ou certains de d'entre eux) vont-ils adapter les orientations de leurs politiques publiques pour les mettre en adéquation avec les objectifs déclarés de la Communauté sud-américaine des nations ?

Toutefois, il est évident qu'il y a des contradictions flagrantes entre les objectifs formulés dans cette déclaration et les principales orientations des politiques publiques dans la majorité des pays sud-américains. Les objectifs formulés dans la Déclaration du Cuzco ne sont en rien compatibles avec les politiques publiques et les orientations économiques qui, grâce à la dette externe,

continuent à être imposées par les organismes financiers internationaux dans tout le continent. Les mouvements sociaux et politiques populaires du continent sont-ils en mesure de profiter de ces tensions pour formuler et promouvoir des propositions alternatives ?

Quel crédit accorder aux gouvernements andins qui négocient aujourd'hui un TLC avec les États-Unis, projet qui constitue une menace grave pour la santé, l'éducation, l'alimentation et l'environnement de ces pays, lorsqu'ils se sont engagés à garantir la santé, l'éducation, l'alimentation de leurs peuples, ainsi que la préservation de l'environnement ? Quel sens donner à la revendication du droit à un emploi décent quand les politiques d'ouverture, de privatisations et de déréglementation, la désindustrialisation, la flexibilité et les réformes de la législation de travail promues par ces mêmes gouvernements continuent de détériorer et de précariser systématiquement les conditions de l'emploi ? À quoi bon proclamer l'autonomie et l'égalité souveraine des États alors que sont négociés des accords commerciaux qui limitent toujours plus l'exercice de la souveraineté ? Pourquoi parler de distribution équitable des ressources, et de cohésion et d'insertion sociale, si l'expérience confirme que les actuelles politiques marquées par une vision dogmatique du libre commerce ne conduisent qu'à la désintégration sociale et à l'accroissement des inégalités sociales ? Quel sens cela a-t'il de souligner l'importance de la préservation de l'environnement et de la promotion d'un développement durable si - comme dans le cas du Brésil - les politiques actuelles donnant la priorité aux exportations de matière premières visant à générer un excédent dans la balance commerciale pour payer la dette externe requièrent une surexploitation prédatrice et non soutenable des ressources naturelles ? Quels types d'infrastructures vont accompagner ce processus d'intégration ? La priorité à l'investissement en infrastructures destinées à faciliter les exportations et à consolider le modèle de croissance vers l'extérieur, l'économie des ports sera t'elle maintenue ? Ces infrastructures ne mettront t'elles pas l'Amazonie et ses ressources à la disposition des entreprises transnationales ? Pourra-t'on au contraire donner la priorité aux exigences d'un développement endogène, d'une extension des marchés internes continentaux et de l'intégration effective des peuples ? Sera-t'il possible d'avancer dans la direction d'un modèle alternatif d'intégration alors que la Communauté sud-américaine des nations adopte, sans aucune vision critique, le corpus juridique et normatif que le MERCOSUR et la Communauté Andine des nations ont mis en place pendant les décennies d'hégémonie néo-libérale ?

La rhétorique latino-américaniste, la revendication de la souveraineté et de la démocratie, ainsi que des droits des peuples, pourraient conduire les mouvements sociaux et politiques populaires à baisser la garde pour ce qui est des négociations entre les gouvernements du continent. En attendant, ils demeurent sur les accords négociés avec des puissances extra-continentales (ZLEA, TLCs, MERCOSUR-UE). Il n'y a, toutefois, rien dans l'idée d'intégration sud-américaine qui en elle-même, par sa condition d'être latine ou sud-américaine, soit nécessairement plus favorable aux intérêts des peuples. Tout dépend, comme cela a été indiqué au début de ce texte, des modèles d'intégration en jeu.

Avec la Communauté sud-américaine des nations s'ouvre un nouveau terrain de

luttes continentales. L'avenir de ce projet d'intégration et la réponse à la question essentielle de savoir s'il peut ou non devenir favorable aux intérêts populaires, dépendra plus du résultat des luttes sociales et politiques, de la capacité des forces populaires à retourner les tendances politiques et économiques aujourd'hui hégémoniques dans la plus grande partie du continent, que du contenu de ses textes fondateurs.

Sera-t'il possible de transformer la Communauté sud-américaine des nations en un nouveau terrain capable d'articuler de manière effective les luttes des peuples du continent pour la souveraineté, la démocratie, l'égalité, la pluralité culturelle ? Ce nouveau projet intégrateur pourra t'il jouer un rôle dans la résistance à l'hégémonie impériale des États-Unis ?

Les mouvements populaires latino-americains, sont aujourd'hui confrontés à ces nouveaux défis et interrogations.

Edgardo Lander
Sociologue, professeur titulaire à l'Université centrale du Venezuela (UCV)

Article rédigé pour Alia2/Red Voltaire.
Version française de Cyril Capdevielle pour Réseau Voltaire.

---

[1] Toutefois des rumeurs ont circulé accréditant l'idée que les co-présidents Robert Zoellick pour les États-Unis et le chancelier brésilien Celso Amorim, avaient prévu de se réunir en janvier 2005 pour explorer les possibilités d'un éventuelle reprise des négociations. Pendant que toutes les négociations sur des questions de fond ont été suspendues, les rivalités des villes pour être le siège permanent de l'accord ont battu leur plein.

[2] Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), mieux connu par son sigle en anglais : TRIPS.

[3] Voir, par exemple, la Déclaration conjointe des quatre centrales syndicales colombiennes : *Declaración frente al tratado de libre comercio con Estados Unidos y el tema laboral*, Bogotá, 3 décembre 2004. Sur la Red Colombiana de Acción Frente al Libre Comercio (Recalca)

[4] Appel pour le Non a la ZLEA (Argentine), « Acuerdo Unión Europea-MERCOSUR : ganancias para pocos, amenaza para la mayoría »

[5] Déclaration de Cuzco sur la Communauté Sud-américaine des Nations, Sommet des présidents sud-américains, Cuzco, 8 de décembre 2004. Les pays signataires de cette déclaration sont : l'Argentine, la Bolivia, le Brésil, le Chili, la Colombie, L'Équateur, la Guyanne, le Paraguay, le Perou, le Surinam, l'Uruguay et le Venezuela

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

Le Wall Street Journal, arme contre l'ONU

Analyse

Plus que jamais, le *Wall Street Journal* apparaît comme une arme au service des néo-conservateurs pour exercer une pression sur Kofi Annan et lui faire endosser la totalité de leur plan de « modernisation » de l'ONU, dont il rechigne encore à adopter certains détails. Semaine après semaine, l'éditorialiste Claudia Rosett y distille des accusations personnelles contre le secrétaire général de l'organisation et son fils. Et lorsque M. Annan s'aventure à exercer son droit de réponse dans les colonnes du quotidien financier, Madame Rosett y voit un argument de plus pour que les États-Unis cessent de financer l'ONU : les plaidoiries du secrétaire général seraient écrites par son équipe de communication, laquelle est partiellement payée par la contribution états-unienne à l'organisation.

Pourtant, les efforts de Kofi Annan pour assumer sa fonction tout en se justifiant virent au pathétique : à chaque intervention, le secrétaire général lâche du lest et se rallie un peu plus aux revendications des néo-conservateurs qui le harcèlent. Il masque ses reculades en rappelant que l'ONU doit aussi s'occuper de la lutte contre la pauvreté et de quelques autres idéaux, mais le cœur n'y est plus, les principes fondamentaux sont passés par pertes et profits. M. Annan a déjà accepté que les États ne soient plus ni égaux ni souverains, que l'Assemblée générale soit privée de ses principales compétences et que la commission des Droits de l'homme soit accaparée par des « experts ».

Dans ce contexte, certains ne supportent pas les arguments de mauvaise foi maniés par les néo-conservateurs. Par exemple, le journaliste Alain Gresh souligne dans *Gulf News* que l'affaire de la corruption du programme pétrole contre nourriture cache des scandales bien plus graves, à commencer par celui de l'embargo lui-même.

Quoi qu'il en soit, devant la pseudo-modernisation qui s'annonce, chacun dans

la communauté internationale tente de tirer son épingle du jeu. Ainsi, l'ambassadeur Henrik Schmiegelow appelle les lecteurs de l'*Asahi Shimbun* à soutenir l'entrée de son pays et du leur au Conseil de sécurité, même s'ils ne doivent pas y disposer du droit de veto : mieux vaut un strapontin que pas de siège du tout.

Dans la presse française, les gaullistes continuent de s'entredéchirer entre partisans de l'indépendance nationale et atlantistes. Le Premier ministre, Dominique de Villepin, s'appuie sur le rejet du Traité constitutionnel (dont il fut pourtant officiellement partisan) pour feindre de tendre la main à Tony Blair en proposant la réduction de l'Union politique à cinq États : l'Allemagne, la Grande-Bretagne (appellation qu'il préfère à celle, trop impérialiste à son goût, de Royaume-Uni), l'Espagne, l'Italie et la France. Tout cela dans *Le Monde* sans remettre en cause la rhétorique d'usage sur « les valeurs communes » et en évitant d'évoquer les divergences d'intérêts.
Dans *Le Figaro*, le député atlantiste Pierre Lellouche déplore le bruyant divorce de Jacques Chirac et de Tony Blair et tente de réconcilier cet improbable couple. Pour ce faire, il souligne que la France et le Royaume-Uni mènent ensemble de grands projets industriels et ne peuvent donc se séparer sans s'appauvrir mutuellement. Pire, insiste-t-il, la France serait la plus touchée des deux, car sa monnaie, l'euro, en serait grandement perturbée, tandis que la livre britannique résisterait. Cependant, cet argument n'est pas démontré dans la durée et souligne a contrario que Londres reste plus ancrée dans le Commonwealth que tourné vers l'Union.

Réseau Voltaire

Claudia Rosett

Ancienne membre du comité éditoriale du *Wall Street Journal*, Claudia Rosett est membre de la Foundation for the Defense of Democracies et de l'Hudson Institute.

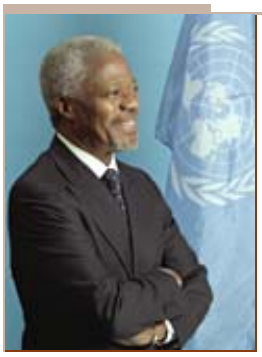
« La Turtle Bay Tea Party »

Source : Wall Street Journal (États-Unis)
Référence : « Turtle Bay Tea Party », par Claudia Rosett, *Wall Street Journal*, 30 juin 2005.

Depuis que les États-Unis menacent de ne plus donner de fonds à l'ONU, Kofi Annan plaide ne faveur de la réforme. Il l'avait déjà fait en 1997 et en 2002. Aujourd'hui, M. Annan se répend dans la presse dans des tribunes décrites par sa large équipe de communication payée en grande partie par les contribuables états-uniens. Aujourd'hui, il s'attribue les progrès en Irak dans le *Washington Post* alors qu'il présentait cette guerre comme « illégale », il y a quelques mois et refuse de rendre hommage aux forces de la Coalition.
Mais donnons à M. Annan, le bénéfice du doute et supposons que, cette fois, il est sérieux concernant la réforme. Peut-être a-t-il enfin retenu les leçons du scandale « pétrole contre nourriture » ? Peut-être va-t-il s'inspirer des travaux de la Task Force sur la réforme de l'ONU de Newt Gingrich et George Mitchell

et de l'UN Reform Act d'Henry J. Hyde ? Toutefois, il faut bien qu'on comprenne quelque chose à propos de l'ONU. Tout ce qui compte pour cette organisation, c'est l'argent. Cela peut paraître surprenant pour une organisation qui est fondée sur le principe marxiste de redistribution, mais c'est ainsi.
L'ONU a beau prétendre vouloir se réformer, elle demande encore plus de fonds. Aujourd'hui, elle réclame que 0,7 % du PNB des pays riches aille à l'aide au développement. Cela revient à faire payer 82 milliards de dollars supplémentaires aux États-Unis. Une partie de ces fonds sera utilisé par l'ONU pour faire du lobbying et se payer des tribunes libres. Les Européens savent que ce sont les États-Unis qui paieront l'essentiel et ils soutiennent ce plan. Comme, ils l'ont fait à Boston en 1773, lors de la Boston Tea Party, les États-Unis doivent jeter à la mer le plan Annan.

Kofi Annan



Kofi Annan est secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU).

« Nous restons unis »

Source : Wall Street Journal (États-Unis)
Référence : « United We Stand », par Kofi Annan, *Wall Street Journal*, 26 juin 2005.

Aujourd'hui, nous célébrons le soixantième anniversaire de la signature de la Charte de l'ONU en 1945 alors que le débat sur la « réforme » de l'ONU fait rage. Pendant 60 ans, les États-uniens, conservateurs et libéraux, ont attendu beaucoup de l'ONU et nous avons échoué à répondre à ces attentes.
À Washington, le débat s'est centré autour de deux documents : le rapport de la Task Force sur la réforme de l'ONU de Newt Gingrich et George Mitchell et sur l'UN Reform Act proposé par Henry J. Hyde et adopté par la Chambre des représentants. Ces deux documents se recoupent sur bien des points et rejoignent les propositions que j'ai moi-même faites. Ce n'est pas une surprise, le désir de changement est l'argument partagé. Tous veulent une gestion plus transparente, une Assemblée générale plus préoccupée par les questions immédiates que par les vieilles résolutions, une réforme de la Commission des Droits de l'homme, la création d'une Commission sur la reconstruction des pays en guerre et des règles de conduite plus strictes dans les opérations de maintien de la paix.
La différence entre le projet Hyde et les autres se situe dans les méthodes employées pour obtenir cette réforme et sur la vision du monde. Pour M. Hyde, la réforme ne peut advenir que par la menace de suppression de la contribution états-unienne. C'est une erreur de procéder ainsi. Les contributions des États sont le fruit d'un traité international signé par des États souverains. La seule façon de réformer est de négocier. Comme le recommande le plan Gingrich-Mitchell, il faut former de grandes coalitions pour soutenir les réformes.
Concernant la vision du monde, bien sûr il faut lutter contre le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, mais il faut aussi s'intéresser à la pauvreté, aux maladies, à la dégradation de l'environnement... etc. Ces sujets, nous devons les étudier ensemble. C'est dans cette optique que nous devons nous retrouver en septembre.

Alain Gresh

Alain Gresh est rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*.

« Quand un scandale en cache un autre »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)
Référence : « When one scandal hides another », par Alain Gresh, *Gulf News*, 28 juin 2005.

Un scandale a mobilisé l'attention du Congrès états-unien. De 1996 à 2003, le programme « pétrole contre nourriture » aurait permis à Saddam Hussein de détourner des millions et des responsables de l'ONU auraient empoché de fortes sommes. Ces accusations méritent une enquête. Cependant une large part des informations nécessaires sont disponibles publiquement depuis 1996. La liste des participants à ce programme était diffusée tous les semestres par la Commission ad hoc du Conseil de sécurité. Comme ce programme était sous la surveillance du Conseil de sécurité, si l'ONU est responsable pour ne pas avoir vu les fraudes, Washington l'est tout autant.

Concernant ce programme, on pourrait aussi discuter des dizaines de milliards de dollars détournés des contrats irakiens par la Commission de compensation de l'ONU. Celle-ci a prélevé 30 % des bénéfices pétroliers de l'Irak pour « rembourser » de pauvres sociétés comme la Kuwait Oil Company. 200 millions de dollars ont encore été prélevés à cet effet en avril 2005 alors que l'Irak était en train de négocier des aides.

Mais pour moi, le vrai scandale, c'est le système de sanctions mis en place en 1990 et qui s'est poursuivi après la libération du Koweit. Cette situation provoqua des conséquences dramatiques pour la population et généralisa la corruption et la délinquance. Les classes moyennes s'exilèrent et l'Irak ne s'en est toujours pas remis. Ces sanctions n'ont servi à rien, le monde le savait, mais il n'y a pas mis fin. Aujourd'hui, la reconstruction de l'Irak pourrait être bien plus efficace si on faisait appel à certaines entreprises européennes compétentes, mais Washington est décidé à punir la « vieille Europe ». Qui sera puni ou même jugé pour ces fautes ?

Henrik Schmiegelow

Henrik Schmiegelow est l'ambassadeur d'Allemagne au Japon.

« L'Allemagne s'engage à réformer l'ONU »

Source : Asahi Shimbun (Japon)
Référence : « Germany committed to reforming the U.N. », par Henrik Schmiegelow, *Asahi Shimbun*, 30 juin 2005.

Un rapport commandé par le secrétariat général de l'ONU recommande une réforme de l'ONU. L'Allemagne soutient les propositions de réformes afin de rendre l'ONU plus efficace pour combattre le terrorisme, le crime organisé et la pauvreté et pour développer les Droits de l'homme, la bonne gouvernance et la protection de l'environnement. L'Allemagne a promis de porter son aide aux pays en développement à 0,7 % de son PNB en 2015.
Berlin estime que la composition du Conseil de sécurité de l'ONU ne représente plus les équilibres mondiaux. L'Allemagne est candidate à un siège de membre permanent avec le Japon, le Brésil et l'Inde. Ces quatre pays se sont rassemblés en 2004 à l'invitation de Junichiro Koizumi dans le Groupe des 4 (G4) et de nombreux plans de réformes estiment que son entrée dans le Conseil de sécurité est logique.
L'Allemagne comprend les arguments contraires à son entrée dans le Conseil de sécurité. En Europe, l'Italie demande que l'Union européenne ait un siège. Il s'agit d'un objectif de l'Allemagne à long terme, mais ce n'est pas d'actualité. On me demande pourquoi l'Allemagne et le Japon, deux pays vaincus lors de la Seconde Guerre mondiale, devraient aujourd'hui siéger au Conseil de sécurité. Nos pays ne sont plus ce qu'ils étaient dans les années 40. Nous sommes aujourd'hui des économies florissantes qui contribuent financièrement et militairement à la paix dans le monde. L'ONU bénéficierait de l'expérience de ces deux puissances non-nucléaires.

Dominique de Villepin

Ancien secrétaire général de l'Élysée (1995-2002), ancien ministre français des Affaires étrangères

« Une nouvelle Europe politique »

Source : Le Monde (France)
Référence : « Une nouvelle Europe politique », par Dominique de Villepin, *Le Monde*, 29 juin 2005

L'Europe est en crise en dépit de la volonté des peuples d'aller de l'avant. La France veut avancer dans la voie tracée par Jacques Chirac. Partout autour de nous, les États s'organisent pour tirer le meilleur parti de la mondialisation et pour renforcer leurs positions stratégiques. Nous ne pouvons pas rester à l'écart de ce grand mouvement de réorganisation de la planète. C'est un impératif pour

(2002-2004) et de l'Intérieur (2004-2005), Dominique de Villepin est Premier ministre.

notre sécurité, pour la maîtrise de notre avenir économique et pour la défense de nos valeurs.

Soit nous nous donnons les moyens de construire cette nouvelle Europe politique, soit nous nous résignons à faire de notre continent une vaste zone de libre-échange gouvernée par les règles de la concurrence. Pour construire l'Europe politique, nous devons nous faire les porteurs de projets concrets :

- Il faut construire une gouvernance économique européenne. Je propose donc d'ouvrir un dialogue entre l'Eurogroupe et la Banque centrale européenne afin de définir, dans le respect de l'indépendance de la BCE, une véritable gouvernance économique européenne pour les pays de la zone euro. Nous devons aussi réfléchir aux grandes questions de demain, comme l'augmentation des prix du pétrole et nos réserves stratégiques.
- Il faut conserver une agriculture indépendante en matière d'approvisionnement agricole. Notre agriculture, la deuxième au monde, nous a donné une puissance économique considérable. Seule, la Politique agricole commune (PAC) nous permettra de relever les défis dans ce domaine à l'avenir.
- Il faut, tout en conservant la PAC, développer une politique de recherche. Je propose la création en France d'un ou deux instituts européens d'études et de technologies. Ces instituts rassembleront sur les mêmes sites les meilleurs chercheurs internationaux, des laboratoires de recherche, des entreprises innovantes. Ils seront ouverts à tous les États européens qui le souhaitent.
- Il faut développer la sécurité européenne via la coopération policière et judiciaire. Le G5 (l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et la France) en est le fer de lance. Sur la défense, les progrès accomplis ces dernières années doivent servir de base à des coopérations encore plus étroites.
- Il faut développer la démocratie européenne. Nous avons besoin du soutien des peuples européens. Depuis plusieurs années, notre identité se construit dans l'adhésion à des valeurs communes. Je propose donc d'ouvrir avec nos partenaires européens une réflexion sur la création d'un véritable service civil européen, qui donnerait à chaque jeune Européen l'opportunité de s'engager dans le domaine humanitaire ou de la sécurité civile dans un autre pays que le sien.

Le président de la République française a ouvert la voie au Conseil européen de Bruxelles en acceptant un compromis sur le budget, comme il avait accepté un compromis sur la PAC en 2002. L'Europe ne doit pas subir, mais se placer résolument en initiative. L'Europe est aujourd'hui devenue le laboratoire des nouvelles idées politiques, économiques et sociales du monde. Laissons-la s'exprimer. Avec elle l'histoire recommence.

Pierre Lellouche

Pierre Lellouche est député UMP de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

« La meilleure manière de rebondir »

Source : Le Figaro (France)
Référence : « La meilleure manière de rebondir », par Pierre Lellouche, *Le Figaro*, 30 juin 2005.

Un mois après, la défaite au référendum constitutionnel a été célébrée dans la plus pure tradition gauloise. Quand le Premier ministre, Dominique de Villepin, a invité tous les partis politiques représentés au Parlement européen, une polémique est née de la présence du Front national à Matignon et on a oublié de parler d'Europe. Pourtant les sujets ne manquent pas.
Les semaines qui ont suivi le référendum ont été lourdes de menaces : « non »hollandais, échec du sommet européen de Bruxelles, divorce avec fracas entre Jacques Chirac et Tony Blair, remise en cause de la Politique agricole commune (PAC), contestée par les Britanniques (mais aussi par les Brésiliens et bon nombre de pays émergents du tiers-monde), querelle sur le budget, les perspectives financières et la « ristourne » à accorder à la Grande-Bretagne... etc. Si l'on continue comme cela, inévitablement, la querelle se transformera en crise de confiance dans les institutions monétaires et la Banque centrale européenne, pour atteindre l'euro. Dans cette situation, les seules nouvelles permettant de se réjouir sont apportées par les technologies de pointe et par nos industriels : l'Airbus A380, Galileo, ITER (projet important auquel j'ai pu contribuer en tant qu'émissaire du gouvernement et qui permettra de relever le défi posé par l'assèchement des ressources énergétiques).
La technologie, voilà sans doute la meilleure manière, pour notre pays, de rebondir. Une manière en tout cas plus noble et plus efficace que celle qui consiste à crier haro sur l'ennemi héréditaire : l'Anglais. D'autant que Tony Blair, devenu un peu rapidement l'objet de tous nos ressentiments, prend en ce 1er juillet la présidence de l'Union européenne. D'autant plus que les six prochain mois seront décisifs soit l'Europe restera en panne, dans l'impasse où nous l'avons nous-même si brillamment menée (car, que je sache, M. Blair n'est pour rien dans l'échec du référendum constitutionnel chez nous) ; soit elle repartira, mais pour cela nous aurons bien besoin de l'aide du Premier ministre britannique.